



CGT Educ'Action
SNTRS-CGT
SES-CGT



SNFOLC
SNPREES-FO



SNEP, SNES
SNESup, SNUEP



Le « plan étudiants » : une sélection qui ne dit pas son nom !

Communiqué des syndicats d'enseignants du second degré et du supérieur, membres de la FERC-CGT, de la FNEC-FP-FO, de la FSU et de Sud Education Alsace, du syndicats Solidaires étudiants

Mardi 12 décembre 2017

Alors même que les personnels, étudiant.es et lycéen.nes prennent connaissance du contenu du projet de réforme du premier cycle universitaire et commencent à se mobiliser, le gouvernement fait le choix du passage en force et de la précipitation. Un certain nombre de mesures sont mises en place avant même l'adoption de la loi, comme le prouve la parution, dès le 30 novembre du décret sur le deuxième professeur principal de terminale.

De toute évidence, cette précipitation va mettre en difficulté immédiate les bachelier.es, leurs familles, les personnels des lycées et des universités. Mais ce sont aussi les établissements et les formations du supérieur qui seront en difficulté : comment définir le nombre de dossiers acceptés au vu des capacités d'accueils en prévoyant les désistements de candidat.es qui auront formulés dix vœux non hiérarchisés ? D'autant plus que cette sélection se fait dans un contexte d'austérité budgétaire.

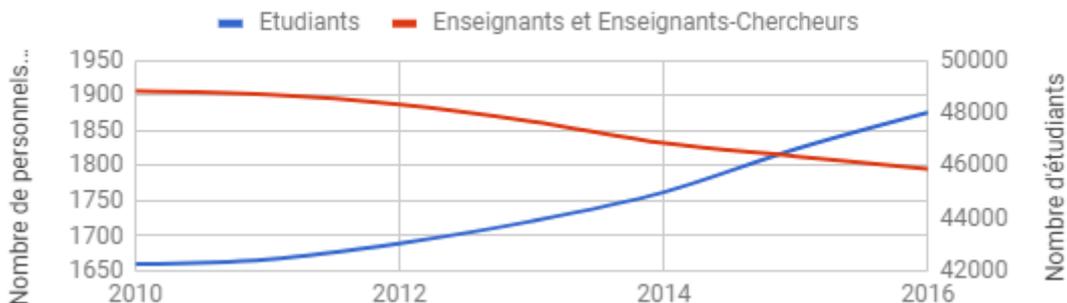
Cette réforme remet en cause le principe de libre accès à l'université qui garantit à chaque jeune titulaire du baccalauréat de pouvoir continuer ses études. Sans oser le dire, le gouvernement met en place une véritable logique de sélection dans tout l'accès aux études supérieures. Nous tenons à rappeler que le nombre de PsyEN (ex-Conseiller.es d'orientation psychologues), qui sont les personnels qualifiés pour orienter les élèves, est nettement insuffisant et qu'en ce moment même c'est bien le gouvernement qui prend la responsabilité de fermer des Centres d'Information et d'Orientation. En prévoyant que le conseil de classe de terminale examine les vœux du/de la lycéen.ne et participe à un avis formulé par le/la chef-fe d'établissement, cela revient à faire des enseignant.es en lycée des acteurs de la sélection.

La refonte du lycée et du bac, avec une réduction des matières sujettes à un examen ponctuel, une introduction très importante du contrôle continu, une modularité des cursus des lycéen.nes et des examens de spécialité avancés dans l'année, constituent manifestement la volonté de remettre en cause le baccalauréat comme diplôme national reposant sur des épreuves nationales, terminales et anonymes et comme premier grade universitaire.

La situation de l'Université de Strasbourg

Entre 2010 et 2016, le nombre d'enseignants titulaires de l'Université de Strasbourg a baissé de 1906 à 1795, alors que le nombre d'étudiants augmentait lui de 42260 à 48011... Il dépasse aujourd'hui les 50000, mais seulement 2 enseignants supplémentaires ont été recrutés cette année !

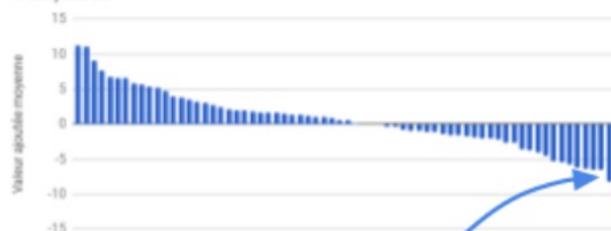
Effectifs étudiants et personnels titulaires de l'Université de Strasbourg



Evolution du nombre d'enseignants et enseignants-chercheurs titulaires entre 2010 et 2015 dans les universités françaises



Comparaison de la réussite à Licence dans les universités françaises



L'Université de Strasbourg :
1ère en nombre de suppression d'enseignants
Avant-dernière en terme de réussite en Licence

L'an prochain, c'est probablement 3000 étudiants de plus qu'il faudra accueillir... Mais le conseil d'administration de l'université a d'ores et déjà décidé qu'il n'était pas nécessaire pour autant de recruter des enseignants.

En revanche, l'université démarre de nombreux chantiers prestigieux, pour plusieurs dizaines de millions d'euros... Elle s'endette même sur 25 ans pour les financer... Mais dans tous ces chantiers, aucune construction de salle de cours.

Comment l'Université de Strasbourg finance ses formations d'excellence ?

Frais d'inscription moyens par étudiant à l'université de Strasbourg



Tout simplement en augmentant ses frais d'inscription ! Certes, les droits d'inscription nationaux sont gelés depuis des années... Mais l'université développe de nombreux diplômes payants. Et sans changement d'orientation politique, bientôt seuls ces diplômes payants permettront aux

étudiants de bénéficier de conditions de travail décentes et d'une bonne insertion professionnelle.

Selon les documents fuités de la campagne d'Emmanuel Macron, les frais d'inscription se placent idéalement autour de 8000€ pour une formation de base... C'est à dire exactement la même formation qui existe aujourd'hui presque gratuitement.

Nos organisations réaffirment :

- la nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.
- le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier·es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
- l'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- l'abandon du projet de loi sur 1er cycle post bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun·e au supérieur.

Nos organisations confirment leur volonté de construire dans la durée la mobilisation nécessaire pour exiger le retrait des projets gouvernementaux.

Elles invitent les personnels de Education nationale, de l'Enseignement supérieur, les étudiant·es, lycéen·nes et parents d'élèves à se réunir en assemblée générale pour définir les formes de leur mobilisation.